fellows
le regard de chercheurs internationaux sur l'actualité

n°3
1er mars 2016

Réseau français des instituts d'études avancées
Aix-Marseille • Lyon • Nantes • Paris

La société face à la violence extrême

Comment analyser les racines de la violence ? De quels moyens dispose-t-on pour la combattre ?

Eddie Hartmann
[IEA de Paris, 2015-2016]

Eddie Hartmann est sociologue, professeur adjoint à l'université de Potsdam (Allemagne). Ses recherches portent sur l'interface entre recherche sur la violence et théorie de l'action sociale. Sa thèse consacrée à une analyse sociologique des émeutes de 2005 dans les banlieues françaises, a été distinguée par l'Association allemande de sociologie (DGS). Détenteur d'une bourse européenne Marie-Sklodowska Curie, il travaille actuellement sur les fondements individuels des actions collectives violentes.

Eddie Hartmann, 2015 © ChDelory

QUAND LA VIOLENCE DEVIENT UN MODE DE VIE

La violence se caractérise notamment par sa capacité à nous déstabiliser plus que tout autre phénomène. Notre confiance dans la stabilité d'une vie quotidienne sûre et réglée est menacée. Cette confiance repose sur la certitude d'un cadre « normal » pour les interactions quotidiennes, un cadre qui nous prémunit des risques d'agressions violentes. « Tout au plus », comme l'écrit le sociologue allemand Jan Philipp Reemtsma, « certaines zones peu sûres sont tolérables, parce que relativement faciles à éviter ». De ce point de vue, des événements inédits comme les attentats du 13 novembre 2015 à Paris remettent en cause notre normalité et bouleversent la confiance que l'on accorde à une société dans laquelle personne ne devrait redouter d'être concerné par des actes de violence pouvant surgir en tout lieu et à tout moment.

Plus cette crise de confiance est profonde, plus nous avons besoin d'explications. Intensément troublés, mais nécessairement occupés par le retour aux tâches quotidiennes, nous espérons trouver une réponse à la question du pourquoi. Or, la réponse adéquate est d'une telle irréductible complexité qu'elle ébranlerait sans aucun doute le peu de confiance qui nous reste en un monde où, par-delà de tels événements, il devrait être possible de définir et de délimiter précisément leurs « causes ». Dans le cas des récents actes terroristes, nous désirons connaître les motifs. Toutefois, l'enchevêtrement des facteurs explicatifs relègue inévitablement au rang des simplifications grossières les approches basées sur une détermination de cause à effet.

À cet égard, lorsque l'on s'intéresse de près aux acteurs de ce type de violence, on constate que la recherche consacrée à l'identification de leurs motivations n'est pas particulièrement probante. Celle-ci présuppose en effet que ce genre d'actes violents soit analysable en recourant à une explication instrumentale de l'action, c'est-à-dire que l'on pourrait chercher la cause des actes violents

sous la forme d'un rapport de moyen à fin. Certes, une interprétation rattachant les attentats suicides à des considérations stratégiques bénéficie d'une certaine plausibilité si l'on devait s'intéresser aux commanditaires. Or, une telle approche pose davantage de questions qu'elle n'apporte de réponses à propos de ceux qui se font exploser en entraînant d'autres personnes dans leur mort violente.

Ainsi, le discours public s'articule souvent autour d'interprétations pathologisantes (l'acteur violent entendu comme psychopathe) ou sociologisantes (la misère sociale) afin d'expliquer pourquoi certains individus seraient plus susceptibles que d'autres d'adhérer à des idéologies radicales. Nul doute qu'un certain nombre d'arguments cités devraient être considérés comme pertinents. Néanmoins, n'existe-t-il pas un très grand nombre de personnes touchées par la misère sociale ?

Sans l'identification à [une] organisation supérieure, les auteurs de ces attentats ne seraient personne ; mais grâce à elle, une identité aux contours clairement délimités se réalise dans l'intervention violente et massive sur le monde extérieur.

Et même si des idéologies radicales sont partagées par beaucoup, la plupart des acteurs concernés ne passent finalement jamais à l'acte. Enfin, que signifie la désignation de « psychopathe » appliquée à ce genre d'acteurs ?

Dans son récent ouvrage consacré notamment au terroriste norvégien Anders Breivik, le théoricien des cultures allemand, Klaus Theweleit, a souligné que désigner des meurtriers de ce type comme psychopathes « ne fait que confirmer que l'on dénie toute forme de réalité au principe du 'droit supérieur à faire mourir' » qu'ils partagent. Theweleit évoque ici un aspect fondamental qu'il me paraît indispensable de mettre en lumière : **c'est avant tout par leurs actes propres que ces acteurs s'autorisent l'exercice de la violence**. « Nous avons affaire à des *héros messianiques*, des gens qui sont apparus pour *nous guérir*, et ce avec les instruments meurtriers les plus sophistiqués ». Il s'agit d'un accroissement inédit de leur pouvoir qui les rend maîtres de la vie et la mort.

Ce type d'acte de violence possède, en tant qu'expérience extrême de puissance, une attractivité propre, un intérêt en soi. En s'appuyant de surcroît à une instance ou une organisation supérieure (Daech pour les auteurs des attentats de Paris, les *Knight Templar*s pour Anders Breivik), ce sentiment de puissance fixe une identité en des termes lisibles et définis. Sans l'identification à cette organisation supérieure, les auteurs de ces attentats ne seraient personne ; mais grâce à elle, une identité aux contours clairement délimités se réalise dans l'intervention violente et massive sur le monde extérieur. Un tel processus peut également être décrit comme une reconstitution d'identités fragmentées.

Que révèlent ces quelques réflexions sur les « causes » de l'acte violent, réflexions dont la principale finalité est de maintenir l'espoir d'enrayer de tels actes ? Il importe ici de souligner que la fragmentation de l'identité, revers d'un individualisme moderne, nous empêche d'avoir un lieu social identifié, bien à soi, qui nous accueille en tant qu'individu entier, au sein de la société. Si cette fragmentation s'avère particulièrement lourde pour les jeunes générations, plus particulièrement pour les enfants d'immigrés résidant dans les banlieues des grandes villes françaises, c'est parce qu'outre cette aliénation moderne, toute appartenance culturelle leur est refusée.

L'intégration sociale ne signifie alors pas une simple « adaptation », mais bien au contraire la possibilité de définir sa propre position sociale à l'aune et à l'aide des personnes qui nous entourent et au travers de leurs regards légitimants. Regards par lesquels on peut cultiver sa personnalité et définir une identité propre à partir de laquelle l'ancrage social s'établit et se construit, développant une certaine cohérence identitaire psychique *et* sociale.

L'appartenance doit être vécue, à la fois sous la forme d'interactions sociales quotidiennes et de relations stables, que ce soit dans le cadre d'associations, de l'école ou d'un emploi stable. En revanche, il paraît peu utile d'exhorter ces jeunes à s'adapter à des « valeurs occidentales », car c'est précisément dans ce mode de vie qu'ils ou elles ne parviennent pas à s'installer.

Ceux qui, au fil de longues années considérées comme cruciales pour le développement personnel, n'ont pas été en mesure d'évoluer sur un terrain favorable à leur intégration sociale ainsi qu'à leur épanouissement risquent de dériver vers d'autres modes de vie et des milieux au sein desquels la violence à l'égard de la société n'est pas seulement tolérée, mais où elle est, par principe, cultivée, valorisée, voire exaltée par les groupes de pairs.

Heinz-Gerhard Haupt L'ENTRETIEN

[IEA de Nantes, 2015-2016]

L'organisation sociale est-elle une violence cristallisée ?

Le rapport compliqué entre société et violence a suscité de multiples explications. Elles mettent souvent en lumière des aspects importants : l'accroissement du contrôle de la violence ou les effets violents de l'inégalité sociale. La « civilisation des mœurs » en Europe, suivant l'expression du sociologue allemand Norbert Elias, n'a toutefois pas empêché la violence extrême de l'holocauste ou le colonialisme basé sur l'emploi de la violence contre des populations indigènes. Et la dimension structurelle de la violence liée à la hiérarchie sociale ne peut faire oublier que la violence continue à être employée dans les sociétés égalitaires.

Ce qui importe dans ce contexte, c'est d'analyser la manière par laquelle la violence se manifeste. Non seulement il importe de savoir si son emploi est l'effet d'un monopole légitime de la violence physique tel qu'il a été défini par Max Weber, mais aussi si cet emploi est légitime, c'est-à-dire proportionnel aux circonstances et non exagéré ou arbitraire. Dans des États faibles ou des *failed states* en Afrique ou en Amérique du Sud, où le monopole étatique de la violence n'est pas assuré, la vie sociale est caractérisée par des rapports et actes violents. Des rapports de violence façonnent aussi les dictatures et régimes autoritaires dans lesquelles manquent une opinion publique critique et des restrictions légales à l'action étatique.

Heinz-Gerhard Haupt est professeur d'histoire sociale à l'université de Bielefeld (Allemagne). Ses recherches portent sur l'histoire de la violence politique en Europe depuis 1800. Il a enseigné dans différents établissements d'enseignement supérieur : université Lyon 2 Lumière, École des hautes études en sciences sociales, Institut universitaire européen de Florence, Columbia University. Il est notamment l'auteur d'une *Histoire sociale de la France depuis 1789* (Éditions de la MSH, 1995) et le coéditeur de *Writing Political History Today* (Campus Verlag, 2013).

Mais la société n'est jamais seulement violente, elle est aussi l'espace de communication entre membres et institutions, de l'expérience de l'autre et de règlement des conflits. On pourrait presque dire que plus la communication est grande, plus l'emploi de la violence est soumis au contrôle du public et moins elle est menaçante pour les membres de la société. Plus la société tend à criminaliser l'emploi de la violence, moins elle encourage une recherche patiente et profonde des mobiles et buts des actions violentes et plus elle construit un mur entre les valeurs de la société et celles des acteurs violents. Au lieu de les inclure dans leur vision de la société, elle les en exclut.

L'appréhension de la violence dépend des mécanismes qui règlent les conflits sociaux. Moins le règlement des conflits sociaux est prévu et socialement accepté, plus le « bargaining by riots », notion développée par l'historien britannique Eric Hobsbawm, est important. Ainsi, avec la légalisation des grèves et des manifestations en Europe aux 19e et 20e siècles, leur caractère violent a perdu en importance. Plus l'autre est envisagé dans son altérité comme une « res sacra » et non comme un ennemi, moins l'emploi de la violence contre lui devient facile et illimité.

L'analyse des causes de la violence peut-elle aider à la prévenir ?

L'analyse des causes de la violence reste difficile. Des bibliothèques entières existent sur la question de savoir comment expliquer la genèse de la violence. Pour y aboutir aussi bien au plan individuel que collectif, une combinaison de différents facteurs d'analyse est nécessaire. Aucune explication psychologique ou structurelle n'est suffisante en soi. Même si cet état incomplet de l'analyse subsiste, certains facteurs identifiés peuvent attirer l'attention des sociétés sur des points névralgiques de l'organisation sociale et les inviter à des actions préventives. Celles-ci peuvent être d'ordre social, en protégeant par exemple une partie de la population démunie contre les risques du marché du travail, ou d'ordre politique. Une attention accrue accordée aux motivations religieuses ou à la manière dont est enseignée et valorisée la religion dans une

édito

En ce début d'année 2016, le *zeitgeist* – l'esprit du temps, l'ambiance intellectuelle de notre époque – se révèle être particulièrement sombre et inquiet.

La menace terroriste, le drame des réfugiés et des migrants, la stagnation économique, le creusement des inégalités sociales, les risques d'implosion de l'Europe, la défiance voire l'hostilité à l'égard du politique, produisent une situation instable, anxiogène et potentiellement explosive.

fellows suit et traite de cette actualité, au sens où l'entendait Raymond Aron, en croisant le regard de chercheuses et chercheurs internationaux en sciences humaines et sociales afin d'améliorer notre compréhension des grands enjeux contemporains.

Les prochains numéros de **fellows** resteront marqués par cette actualité pleine de tensions et de menaces mais nous aborderons régulièrement des thématiques pour lesquelles des perspectives, heureusement plus encourageantes, pourront être dessinées pour l'avenir de nos sociétés.

4 instituts d'études avancées en réseau
IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale :
Olivier Bouin
François Nicoullaud

Fondation RFIEA
Contactez-nous !
Julien Ténédos
Marion Colas
marion.colas@rfiea.fr
01 49 54 22 63
rfiea.fr
190, avenue de France
75013 Paris

société peut aider à ne pas être surpris par des acteurs violents puisant dans des valeurs et paroles religieuses. Une réforme des polices, comme celle menée dans certains États européens dans les années 1970, peut contribuer à réduire le potentiel conflictuel et les risques d'un cercle vicieux entre les actions et réactions violentes. En outre, et ceci est peut-être le principal apport d'une analyse concrète des conditions spécifiques qui ont mené à un acte violent, elle peut contribuer à contrecarrer toute généralisation hâtive de la situation et toute dramatisation de celle-ci en utilisant des termes comme « guerre » ou en construisant un « conflit de civilisations ».

Peut-on lutter démocratiquement contre la violence terroriste ?

En cas d'attaque terroriste, les États démocratiques sont appelés à ne pas se laisser dicter les moyens de réaction par leurs adversaires. Une des conséquences dangereuses du terrorisme est qu'il aboutit souvent dans les pays attaqués à une perte de libertés et à un affaiblissement de la légitimité d'une politique de sécurité. Ceci a été démontré en Allemagne et en Italie durant les années 1970 et 1980. Certains mécanismes démocratiques tel que les référendums n'ont pas grand effet dans la défense contre les terroristes. Leur résultat est connu d'avance. Ils préconisent une violence illimitée contre ceux qui sont perçus comme des ennemis. Or, les réactions des sociétés démocratiques doivent rester à l'intérieur du cadre des lois existantes et d'une conception civilisée des valeurs humaines. Les moyens préventifs et répressifs utilisés par l'État doivent correspondre au but qu'il se fixe, à savoir maintenir les libertés des citoyens et l'autorité du droit.

en bref

COLLOQUE
Deuxième édition des **Rencontres sur les analyses économiques et quantitatives organisées** sous la présidence de **Raouf Boucekkine**, directeur de l'Institut d'études avancées d'Aix-Marseille.

En septembre 2015, 193 pays ont conclu un accord sur le développement durable sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Le colloque analysera les réformes de politiques publiques et les changements institutionnels nécessaires pour atteindre les 17 objectifs de développement durable.
Jeudi 10 et vendredi 11 mars 2016
Hammamet, Tunisie

INITIATIVE
La fondation RFIEA, qui regroupe quatre instituts d'études avancées français (Aix-Marseille, Lyon, Nantes et Paris), lance un programme spécifique visant à **accueillir en France quatre chercheurs/ses d'Irak ou de Syrie de haut niveau au cours de l'année académique 2016/2017**.
Ce programme est placé sous la responsabilité du président **Didier Viviers**, archéologue et recteur de l'université libre de Bruxelles.
Pour toute information sur ce programme : présidence@rfiea.fr

PRIX
Le linguiste et acousticien **Julien Meyer** (Collegium de Lyon, 2013-214) a reçu le **Marie Skłodowska-Curie COFUND Award 2015** pour ses recherches sur l'évolution et la reconnaissance phonétique des langues en fonction des contraintes cognitives, physiologiques et environnementales. Ce prix européen lui a été remis à Luxembourg par Claudie Haigneré, ancienne ministre de la Recherche.